

AVEC OU SANS BAYROU, SOYONS UNIS POUR BLOQUER LE PLAN DE PILLAGE DE 44 MILLIARDS !

Depuis 2017, les finances publiques et la protection sociale ont été progressivement vidées de leurs recettes par des allègements d'impôts sans contreparties (211 milliard d'euros en 2024) et des exonérations de cotisations sociales (de 37,2 milliards d'euros en 2017 à 75 milliards d'euros en 2023¹). Parallèlement, abandonnant toute politique de diplomatie et de coopération, les dépenses militaires ont augmenté depuis 2019, passant de 35,9 milliards d'€ à 50,5 Md€ en 2025 soit 2% du PIB et devront atteindre 172 Md€/an en 2035 soit 5% du PIB d'après les derniers engagements faits auprès de D. Trump fin juin². Le tout, financé par une dette toujours croissante.

Cette dette n'est pas la nôtre !

Et pourtant, le gouvernement nommé par Macron entend nous la faire payer et continuer son transfert de richesse vers le capital en baissant les salaires et en détruisant les bases de financements de la Sécurité Sociale.

C'est l'attaque la plus violente depuis 40 ans contre les salariés, les chômeurs, la jeunesse et les retraités.

C'est aussi une offensive contre les agents et les missions des services publics avec la baisse des crédits de fonctionnement, la suppression d'opérateurs de l'Etat, 3000 suppressions de postes et le non remplacement d'1 départ en retraite sur 3.

Pour le secteur de l'archéologie, ces mesures – en plus du gel des salaires - dégraderaient encore les conditions de vie des CDDs avec des indemnités chômage à la baisse ; empêcheraient le renouvellement des générations et justifieraient des attaques supplémentaires sur nos missions au nom d'une « adaptation » au manque de financement.

Le 12 juin dernier nous, archéologues, nous sommes opposés fermement à la remise en cause du dispositif d'archéologie préventive, fragilisé par un sous-financement chronique depuis trop longtemps. Nous ne pouvons pas plus accepter ces mesures et cette politique qui nous conduisent droit dans le mur.

L'abandon de ce plan est un préalable nécessaire à la satisfaction de nos revendications. Un changement de gouvernement ne changera pas cette logique imprimée depuis le premier quinquennat d'E. Macron. Celui-ci, dans la hâte, est déjà en train de passer une partie de ces mesures mortifères par décrets³.

Construisons un mouvement massif !

Notre réponse collective doit être à la hauteur des enjeux.

Nous appelons les agents à se réunir et à débattre pour construire la mobilisation. Nous appelons à la grève et à la mobilisation le 10 septembre.

Un préavis de grève intersyndicale de la Fonction Publique couvre la période du 10 septembre au 30 Octobre. Il est doublé par un préavis de grève intersyndicale Culture.

¹<https://www.vie-publique.fr/en-bref/295634-exonerations-de-cotisations-patronales-75-milliards-euros-en-2023> et bilans annuels Ursaff.

²<https://www.vie-publique.fr/eclairage/284741-budget-de-la-defense-les-etapes-pour-le-porter-5-du-pib> et <https://www.sipri.org/commentary/essay/2025/natos-new-spending-target-challenges-and-risks-associated-political-signal>

³<https://www.cgt.fr/comm-de-presse/en-plein-ete-le-gouvernement-sattaque-encore-aux-assures-sociaux>

DU FRIC POUR LES DIAGNOSTICS
PAS POUR LA BALISTIQUE !



<https://cgt-culture.fr/projet-de-budget-bayrou-pour-2026-annee-noire-annoncee-pour-la-population-et-la-fonction-publique-45257/>

<https://cgt-culture.fr/rentree-sociale-2025-toute-la-culture-mobilisee-des-le-10-septembre-par-la greve-et-par-laction-45279/>

<https://www.cgтетat.fr/societe-959/mobilisations/article/preavis-de-greve-ufse-cgt-sur-la-période-du-10-septembre-au-31-octobre-2025>

<https://cgt-culture.fr/preavis-de-greve-cgt-sud-fus-culture-du-10-au-30-septembre-2025-45331/>

Découvrez l'impact du budget Bayrou sur votre quotidien
via le Simulateur CGT



**SYNDIQUEZ-VOUS !
LA FORCE DU SYNDICAT,
C'EST VOUS !**